

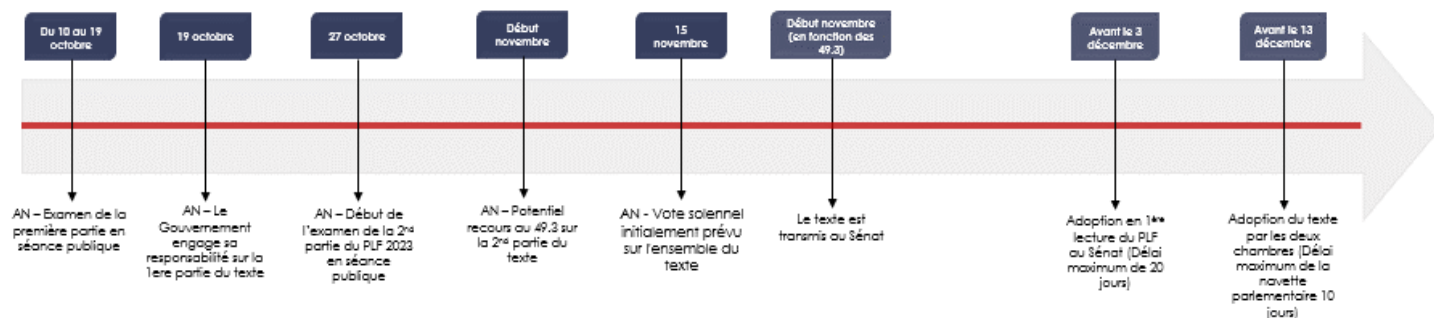
Le 01.11.22

Analyse du débat parlementaire

Le projet de loi Finances 2023 (PLF) et la hausse des prix de l'énergie alimentent la grande majorité des débats actuels.

Les débats autour du PLF23 :

- Les Républicains (LR) veulent prouver que leur force politique est toujours intacte. Avec 1141 amendements déposés (sur un total de 3339), les 59 députés LR poussent au maximum pour imposer leurs idées et leur position d'un groupe fort d'opposition. Ils ont d'ailleurs voté contre le projet de loi programmation de budget.
- La NUPES qui n'est pas un groupe politique est apparue assez unie dans cette période et notamment par le dépôt de deux motions de censure communes (PLF et PLSS). Le groupe LFI cherche à affirmer son statut de groupe majoritaire dans la coalition. Néanmoins, c'est le groupe Ecologiste qui défendra la motion de censure en discussion générale. S'agissant du groupe Socialiste, la carte est à l'apaisement après le refus de 6 députés, dont l'ancienne présidente du groupe Valérie RABAULT, de signer la motion de censure commune à la NUPES.
- Elisabeth BORNE a engagé la responsabilité du Gouvernement en recourant à l'article 49.3 de la Constitution sur la première partie de la loi finances pour 2023. Aussi, le Gouvernement pourrait, dès la fin de semaine, recourir de nouveau à l'article 49.3 de la Constitution pour la seconde partie du PLF2023 relative aux dépenses.
- L'utilisation à l'article 49.3 a poussé la coalition de la NUPES et le groupe RN à déposer des motions de censure à l'encontre du gouvernement. Malgré le fait que le groupe RN ait voté la motion déposée par la NUPES, aucune des motions n'a été retenue. Néanmoins, le vote d'une motion de censure à 50 voix de la majorité absolue (239/289), seulement 4 mois après l'ouverture de la XVIème législature est de mauvais augure.



Le recours au 49.3 pour le PLFSS :

- La Première ministre Elisabeth BORNE a annoncé mercredi 26 octobre à l'Assemblée nationale qu'elle engageait la responsabilité de son gouvernement sur l'ensemble du projet de budget 2023 de la Sécurité sociale, comme le prévoit l'article 49.3 de la Constitution.
- Le texte final « tient compte de vos échanges en commission », a assuré Elisabeth Borne, affirmant que « plus de 150 amendements ont été retenus, de la majorité comme des oppositions ».

Le projet de loi relatif à l'accélération de la production d'énergies renouvelables (PJ EnR) :

- Le PJ EnR est débattu depuis le 24 novembre au Sénat. Didier MANDELLI (LR Vendée) est rapporteur du texte pour la commission du développement durable. Le projet de loi comprend 20 articles divisés en 4 titres.
- La date limite de dépôt pour les amendements en séance publique est fixée au 31 octobre tandis que son examen surviendra le 3 novembre prochain.
- A date, plus d'une centaine d'amendements ont été adoptés en commission.

Actualités des partis politiques

Les partis politiques s'organisent pour préparer les échéances à plus long terme. En ce sens, plusieurs congrès visant à renouveler l'exécutif au sein des partis sont programmés :

- **Congrès du Rassemblement national** : le 18^{ème} congrès du RN aura lieu le **samedi 6 novembre 2022**. Cela sera l'occasion d'élire le remplaçant de Marine LE PEN à la tête du parti. Jordan BARDELLA et Louis ALIOT sont candidats ;
- **Congrès des Républicains** : **3 et 4 décembre 2022** (1^{er} tour) ; 10 et 11 décembre 2022 (2nd tour) ;
- **Congrès de l'UDI** : **10 Décembre à Vincennes**. Après la démission de Jean-Christophe LAGARDE, c'est Hervé MARSEILLE président du Groupe UDI au Sénat qui est l'unique candidat. L'objectif est de rechercher une nouvelle dynamique après le Congrès de LR qui pourrait voir le parti se fracturer et de contrer la volonté d'Edouard PHILIPPE de mettre la main sur le parti et le groupe au Sénat à la veille des sénatoriales de septembre prochain ;
- **Parti Socialiste** : 1 500 cadres socialistes appellent à réélire Olivier Faure à la tête du PS. Les signataires, dont une centaine de maires, 21 sénateurs, 16 députés et 60 patrons de fédérations socialistes, demandent à protéger l'unité de la gauche ;
- **EELV** : **Le Congrès fédéral se tiendra en Ile-de-France, le samedi 10 décembre 2022**. Il sera suivi, dimanche 11 décembre 2022, du premier Conseil fédéral. Il rassemble les 400 délégués des régions élus lors du Congrès décentralisé.



RENAISSANCE

Dynamiques internes :

- **Franck RIESTER**, ministre chargé des Relations avec le Parlement, a confirmé que le gouvernement ne passerait pas par un amendement au budget 2023 de la Sécurité sociale pour reformer le système des pensions et annoncé que le texte « sera proposé en début d'année prochaine, ce sera vraisemblablement le premier texte [de l'année 2023, proposé en Conseil des ministres, et voté avant la fin de l'hiver] »
- **Stéphane SEJOURNE** a balayé la proposition d'**Edouard PHILIPPE** de report de l'âge légal de départ à la retraite au-delà de 65 ans : « Ce n'est pas la position du parti », ni « la position adoptée par le président-candidat (Emmanuel Macron) au moment de la campagne électorale »

Assemblée nationale :

- L'amendement relatif à la taxation des superdividendes, porté par Jean-Paul MATTEI (président du groupe MoDem) a reçu le soutien de 19 députés du groupe Renaissance dont Freddy SERTIN, suppléant d'Elisabeth BORNE
- **Rappel à l'ordre de Yaël BRAUN-PIVET, présidente de l'Assemblée nationale, à l'encontre d'Astrid PANOSYAN-BOUVET (RE, Paris)** qui a dénoncé « l'ADN xénophobe vieux de 50 ans » du RN
- Le 11 octobre, les textes défendus lors de la semaine de l'Assemblée ont été annoncés par le groupe :
 - **Aurore BERGE** (Yvelines), présidente du groupe, soutiendra la loi constitutionnelle visant à inscrire la l'IVG dans la Constitution
 - **Pierre-Alexandre ANGLADE** (Hors de France), déposera la résolution sur l'Ukraine
 - **Guillaume KASBARIAN** (Eure-et-Loir), président de la commission des Affaires économiques, portera une proposition de loi sur la propriété privée et contre les squatteurs
 - **Fadila KHATTABI (Côte-d'Or)**, présidente de la commission des Affaires sociales, présentera un texte sur la réglementation des centres de santé privés
 - **Jean-Marc ZULESI** (Bouches-du-Rhône), président de la commission du Développement durable, présentera une proposition de résolution sur la COP15
 - **Astrid PANOSYAN-BOUVET** (Paris) sera en charge d'un texte sur la situation en Arménie

HORIZONS

Dynamiques internes :

- **Horizons s'allie avec Les Républicains et l'UDI contre Renaissance** lors d'une élection départementale partielle à Bordeaux, prévue le 9 et 16 octobre

Assemblée nationale :

- **Les députés du groupe Horizons** se sont, pour la plupart, **abstenus lors du vote de l'amendement relatif à la taxation des superdividendes** porté par Jean-Paul MATTEI, président du groupe MoDem
- A l'instigation du groupe Horizons, **un amendement visant à instaurer un bouclier protégeant les collectivités de l'envolée des prix de l'énergie a été ajouté dans le PLF2023** juste après le recours au 49.3 Cet amendement constitue une dépense de 1,5 milliard d'euros pour l'Etat
- Le groupe a fait voter dans le PLFSS un amendement contre la volonté du gouvernement pour que les étudiants en médecine puissent faire une partie de leurs stages d'internats dans les déserts médicaux. Le groupe Horizon montre ainsi sa volonté d'être présent sur les enjeux santé. Thomas MESNIER illustre cette démarche

MODEM

Dynamiques internes :

- François BAYROU dénonce l'affirmation de sa candidature en 2027 « complètement déplacée et ridicule »
- Le ministre Jean-Noël BARROT a été réélu lors des législatives partielles dans les Yvelines
- Perrine GOULET (Nièvre) préside la nouvelle délégation aux droits des enfants à l'Assemblée nationale

Assemblée nationale :

- Jean-Paul MATTEI (Pyrénées-Atlantiques), président du groupe à l'Assemblée nationale, a déposé et fait voter un amendement visant à taxer les « super-dividendes » adopté en séance publique malgré l'avis défavorable du Gouvernement. « Cela tombe typiquement dans notre ligne rouge », a répondu Franck RIESTER, ministre chargé des relations avec le parlement. Cet amendement a été voté par 16 députés Renaissance, les députés Horizon et un grand nombre de députés des groupes d'opposition
- Jean-Paul MATTEI a également confirmé la prise de position de François BAYROU pour assurer que son groupe voterait « certainement contre » un amendement sur la réforme des retraites dans le budget de la Sécurité sociale

Assemblée nationale :

- **Bertrand PANCHER**, président du groupe : « Le 49.3 serait un aveu d'échec du Gouvernement qui refuse d'entendre nos propositions d'amélioration du budget afin qu'il soit mieux adapté et ciblé pour soutenir le pouvoir d'achat des Français et qu'il n'affaiblisse pas davantage nos collectivités territoriales »
- **Charles DE COURSON (LIOT, Marne)**, à propos du **PLFP 2023-2027** en [commission des Finances](#), le 4 octobre 2022 : « Outre le fait que les prévisions sont fondées sur des réformes aux contours incertains, le texte témoigne d'une défiance à l'égard des **collectivités territoriales**. Pourtant, celles-ci ne posent pourtant pas de problème pour l'équilibre des **finances publiques** et elles ne contribuent pas à creuser la dette. En l'état actuel du texte, le groupe LIOT votera contre ce texte. »

Dynamiques internes :

- **Gaël PERDRIAU**, maire de Saint-Etienne, a été définitivement exclu du parti, en raison de l'affaire de chantage à la sextape

Calendrier :

- **Dates du congrès : 3 et 4 décembre 2022 (1^{er} tour) ; 10 et 11 décembre 2022 (2^d tour)** (discussions autour d'un report aux 3 et 4 janvier)
- Début de la campagne officielle pour les candidats du 18 octobre au 2 décembre
- **Liste des candidats à la présidence des Républicains :**
 - **Éric CIOTTI**, député de la 1^{re} circonscription des Alpes-Maritimes. Candidat à l'investiture LR pour les élections présidentielles 2022 : qualifié 2nd au 1^{er} tour du congrès LR puis battu par Valérie PECRESSE au 2nd tour
 - **Serge GROUARD**, maire d'Orléans, soutien de François FILLON en 2017. Ancien député de la 2^e circonscription du Loiret entre 2002 et 2017
 - **Aurélien PRADIE**, député de la 1^{re} circonscription du Lot et secrétaire général des Républicains depuis 2019
 - **Bruno RETAILLEAU**, sénateur de Vendée et président du groupe LR au Sénat

Assemblée nationale :

- Le groupe LR a communiqué via ses réseaux sociaux sa ferme intention de ne pas voter le PLF 2023, « un budget qui pousse la France droit dans le mur »
- Le groupe LR s'est abstenu lors des votes des motions de censure déposées par la NUPES et le groupe RN. Néanmoins, Bruno RETAILLEAU, président du groupe LR au Sénat, a indiqué, le 24 octobre, que les Républicains sont « résolument dans l'opposition, par conséquent, nous devons, au cours de ce quinquennat, déposer une motion de censure ». Il précise qu'« aujourd'hui, le vote d'une motion de censure, ce serait sans doute une dissolution et on n'aura pas avancé d'un iota. »

Dynamiques internes :

- Le RN a voté des amendements clés du projet de loi sur l'assurance-chômage
- Le 18^{ème} congrès du RN aura lieu le samedi 6 novembre 2022. Cela sera l'occasion d'élire le remplaçant de Marine LE PEN à la tête du parti. Deux candidats se démarquent :
 - Jordan BARDELLA, président du Rassemblement national par interim
 - Louis ALIOT, maire de Perpignan

Assemblée nationale :

- Marine LE PEN (Nord), a déclaré que son groupe sera fondamentalement opposé au budget proposé par le Gouvernement
- Le groupe Rassemblement national a également déposé une motion de censure. Malgré le fait que le groupe RN ait voté la motion déposée par la NUPES, aucune des motions n'a été retenue

LES DIFFERENTS GROUPES POLITIQUES DE LA NUPES



EELV

Dynamiques internes :

- La grande marche contre la vie chère et l'inaction climatique du 16 octobre 2022 initiée par la NUPES aurait rassemblé 30 000 personnes selon les autorités, 140 000 selon les organisateurs
- **Le Congrès fédéral se tiendra en Ile-de-France, le samedi 10 décembre 2022.** Il sera suivi, dimanche 11 décembre 2022, du premier Conseil fédéral. Il rassemble les 400 délégués des régions élus lors du Congrès décentralisés
- Sept motions sont en lice pour le congrès, afin de prendre la suite de Julien Bayou à la tête du parti. La liste menée par Marine TONDELIER, conseillère municipale d'Hénin-Beaumont est donnée comme favorite et est soutenue par Cécile DUFLOT notamment. La députée Sandrine ROUSSEAU soutient quant à elle la motion « Terre », menée par une de ses proches, la conseillère municipale de Lille Mélissa CAMARA, annoncée comme deuxième en lice

Assemblée nationale :

- Malgré le fait que le groupe RN ait voté la motion déposée par la NUPES, aucune des motions n'a été retenue. Néanmoins, le vote d'une motion de censure à 50 voix de la majorité absolue (239/289), seulement 4 mois après l'ouverture de la XVIème législature est de mauvais augure



PARTI SOCIALISTE

Dynamiques internes :

- La grande marche contre la vie chère et l'inaction climatique du 16 octobre 2022 initiée par la NUPES aurait rassemblé 30 000 personnes selon les autorités, 140 000 selon les organisateurs
- 1 500 cadres socialistes appellent à réélire Olivier Faure à la tête du PS. Les signataires, dont une centaine de maires, 21 sénateurs, 16 députés et 60 patrons de fédérations socialistes, demandent à protéger l'unité de la gauche

Assemblée nationale :

- 6 parlementaires socialistes n'ont pas voté la motion de censure déposée par la NUPES. Parmi ces députés dissidents, on retrouve notamment :
 - **Valérie RABAULT** (Tarn-et-Garonne), présidente du groupe lors de la XVème législature ;
 - **Joël AVIRAGNET** (Haute-Garonne) « *l'urgence, c'est de répondre aux problèmes des Français. Ce n'est pas le moment de faire de la politique politicienne* »
 A noter que **Joël AVIRAGNET est soutenu par Carole DELGA**, présidente de la région Occitanie, et principale leader de la fronde contre la NUPES



LA FRANCE INSOUMISE

Dynamiques internes :

- La grande marche contre la vie chère et l'inaction climatique du 16 octobre 2022 initiée par la NUPES aurait rassemblé 30 000 personnes selon les autorités, 140 000 selon les organisateurs
- Des interrogations, notamment de François RUFFIN, ont lieu sur la stratégie du groupe au sein de l'Assemblée nationale. Ce dernier affirme qu'il n'a « plus envie de hurler sur les bancs de l'Assemblée nationale »
- Victime de « gifles politiques » Adrien QUATENNENS doit, selon Jean-Luc MELENCHON, reprendre la parole au sein de l'Assemblée nationale

Assemblée nationale :

- Malgré le fait que le groupe RN ait voté la motion déposée par la NUPES, aucune des motions n'a été retenue. Néanmoins, le vote d'une motion de censure à 50 voix de la majorité absolue (239/289), seulement 4 mois après l'ouverture de la XVIème législature est de mauvais augure



PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Dynamiques internes :

- Le congrès national du PCF aura lieu les 7,8 et 9 avril 2023 à Marseille
- Auparavant, le « *projet de base commune* », texte sur lequel s'engageront les débats des militants sera adopté par la direction communiste les 3 et 4 décembre. Si des textes alternatifs sont déposés, les adhérents du PCF voteront pour choisir leur « *base commune* » les 27, 28, 29 janvier

Assemblée nationale :

- Malgré le fait que le groupe RN ait voté la motion déposée par la NUPES, aucune des motions n'a été retenue. Néanmoins, le vote d'une motion de censure à 50 voix de la majorité absolue (239/289), seulement 4 mois après l'ouverture de la XVIème législature est de mauvais augure



AGENDA

Calendrier :

- La proposition de loi en faveur du développement raisonné de l'agrivoltaïsme a été adoptée le 20 octobre au Sénat. Compte-tenu de son unique article, la PPL pourrait être intégrée au PJJ EnR et ainsi éviter le recours à une niche parlementaire pour son examen à l'Assemblée nationale
- Le Sénat doit recevoir le projet de loi finances 2023 **début novembre**. L'adoption en 1^{ère} lecture doit se faire 20 jours maximum après sa réception
- Le projet de loi sur l'accélération de la transition énergétique est en première lecture au Sénat et commence à être examiné en séance publique le 3 novembre
- Le projet de loi sur la réforme du travail sera examiné en séance publique le 25 octobre

Focus PLF 2023 :

- **Concernant les dates d'examen au Sénat**, celles-ci ne sont pas encore actées. Celles-ci seront déterminées lors de la prochaine Conférence des présidents qui aura lieu seulement le 2 novembre prochain. Toutefois, cette date pourrait être avancée si le Gouvernement a recours au 49.3 sur la 2^{nde} partie dans les prochains jours
- **Pour rappel**, après l'examen en première lecture au Sénat, une CMP sera convoquée : elle sera très probablement non-conclusive. Le texte sera alors de nouveau examiné en nouvelle lecture par les deux Chambres. Le Gouvernement pourrait une nouvelle fois utiliser le 49.3 sur la 2^{nde} partie à l'Assemblée nationale. Avant une lecture définitive, où là encore le Gouvernement pourrait recourir une dernière fois au 49.3, mais cette fois sur l'ensemble du texte. Ainsi sur ce texte, 5 recours au 49.3 sont à envisager
- A noter enfin que le Sénat dispose de maximum 20 jours pour examiner le texte et l'adoption définitive du budget par les deux Chambres doit avoir lieu avant le 13 décembre 2022

Prises de position de Gérard LARCHER, président du Sénat, sur le PLF 2023 :

- « L'activation de l'article 49.3 de la Constitution est le signe d'un échec du gouvernement dans le dialogue qu'il nous avait dit engager avec l'ensemble des forces politiques » **Franceinfo – 20/10/22**
- « Au Sénat, il n'y a pas de 49.3. Nous examinerons les recettes et les dépenses. Nous verrons ce que le gouvernement retiendra des propositions du Sénat qui seront attentives notamment au bouclier tarifaire pour les citoyens, pour les petites entreprises et pour les collectivités territoriales » **Franceinfo – 20/10/22**

Focus CNR

- 21 octobre : lancement du CNR « Climat et Biodiversité » par Elisabeth BORNE
- Le thème transversal du CNR « Climat et Biodiversité » est la sobriété énergétique
- La feuille de route du CNR « Climat et Biodiversité » s'articule autour de 6 thématiques, déclinées sous la forme de 22 chantiers parmi lesquels la rénovation énergétique, la décarbonation des industries et les mobilités vertes
- L'objectif est de doubler la baisse des émissions de gaz à effet de serre pendant le quinquennat
- Les travaux commenceront en novembre : une assemblée plénière du CNR est annoncée pour le mois de décembre

CNR « Santé » :

4 grands défis :

- Donner accès à un médecin traitant ou une équipe traitante à tous
- Avoir une réponse d'urgence partout accessible
- Avoir une réponse d'urgence partout accessible
- Faire entrer la prévention dans le quotidien de tous les Français

Calendrier :

- 3 novembre : CNR « Santé » des Deux-Sèvres
- 1^{er} décembre : CNR « Santé » des Deux-Sèvres
- Janvier 2023 : Bilan du CNR « Santé »

Agenda du CESE

Calendrier des prochaines assemblées plénières :

- 22 novembre : Pour une politique ambitieuse du bâtiment durable
- 23 novembre : Femmes et conflit armés
- 14 décembre : Cannabis : bilan et évolution des politiques publiques
- 15 février : Financement de la stratégie française pour l'énergie et le climat
- 28 mars : Vers un traité international sur la pollution par les déchets plastiques

Focus – Interview d'Emmanuel MACRON

Le président de la République était, mercredi 26 octobre, l'invité de France 2. Il a indiqué : « *Croyez-moi, je connais notre Constitution* »